



LA TRANSITION EST-ELLE JUSTE ET INCLUSIVE DANS LES PAYS DU G7 ?

| PAYS | POLITIQUES ET ENGAGEMENTS POUR LA TRANSITION JUSTE | AU MOINS 85% DES FINANCEMENTS POUR L'ADAPTATION CONTRIBUENT-ILS AUSSI À L'ÉGALITÉ DE GENRE (2017) ? <small>(SOURCE : CARE INTERNATIONAL)</small> |
|---|---|--|
|  ALLEMAGNE | <p>La question de la transition juste a été au cœur de la concertation menée par la commission sur le charbon, qui a défini en janvier une date de sortie du charbon pour l'Allemagne. Elle garantit la prise en compte des travailleurs impactés dans l'ensemble des régions allemandes.</p> | <p>Environ la moitié (54 %) des projets d'adaptation financés par l'Allemagne ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est moins que l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  CANADA | <p>Le Canada est le premier pays dans le monde à avoir créé une taskforce nationale pour préparer la reconversion dans le secteur du charbon. Le principe de transition juste a été intégré pour la première fois en 2018 sous sa présidence du G7.</p> | <p>95 % des projets d'adaptation financés par le Canada ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est le seul pays du G7 à atteindre l'objectif recommandé par les ONG, mais les volumes de financements restent relativement bas.</p> |
|  ÉTATS-UNIS | <p>L'administration Trump, ayant mis de côté les plans de sortie du charbon et de transition énergétique afin de « préserver l'emploi », est aux antipodes d'une stratégie de transition juste.</p> | <p>70 % des projets d'adaptation financés par les États-Unis ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est moins que l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  FRANCE | <p>Depuis la fin de l'année 2018, la France a été touchée par une mobilisation sociale dénonçant le manque de prise en compte des aspects sociaux dans les politiques de transition énergétiques, notamment en matière de fiscalité. Au-delà de la reconversion des secteurs énergétiques, il s'agit donc d'intégrer les considérations de transition juste dans l'ensemble des politiques climatiques et énergétiques du pays.</p> | <p>Moins de la moitié (47 %) des projets d'adaptation financés par la France ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est bien moins que l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  ITALIE | <p>L'Italie s'approprie timidement le concept de transition juste, en mentionnant le besoin de formation des travailleurs et de création de nouveaux emplois dans sa stratégie nationale. Le principal syndicat italien CGIL soutient l'adoption d'actions climatiques plus ambitieuses et d'un programme national de transition juste.</p> | <p>Moins du tiers (27 %) des projets d'adaptation financés par l'Italie ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est moins bien que l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  JAPON | <p>Le Japon, sans date de sortie du charbon et misant encore fortement sur les énergies fossiles, ne prend pas en compte proactivement le principe de transition juste dans ses politiques.</p> | <p>Environ la moitié (53 %) des projets d'adaptation financés par le Japon ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. C'est moins bien que l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  ROYAUME-UNI | <p>Malgré un tissu de la société civile engagé sur la question, le Royaume-Uni peine à intégrer le principe de transition juste dans ses politiques et mesures.</p> | <p>Près de trois quart (73 %) des projets d'adaptation financés par le Royaume-Uni ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. Ce chiffre se rapproche de l'objectif recommandé par les ONG.</p> |
|  UNION EUROPÉENNE | <p>Plusieurs mécanismes existent à l'échelle européenne pour faciliter la transition des régions fortement dépendantes des énergies fossiles (comme la plateforme des régions charbonnières en transition). Le budget européen encore en négociations, via les fonds spécifiques, pourrait également faciliter l'octroi de moyens financiers adéquats pour soutenir une transition socialement juste dans les pays européens.</p> | <p>Près de trois quart (72 %) des projets d'adaptation financés par l'Union européenne ont aussi un bénéfice sur l'égalité de genre. Ce chiffre se rapproche de l'objectif recommandé par les ONG.</p> |

Sources détaillées sur <http://reseauactionclimat.org/g7-2019>